

fluence croissante du P.K.I. Il n'y a pas seulement l'aggravation de la situation économique, mais également un changement dans la politique quotidienne des stalinien. Cette politique a un double aspect : d'une part appuyer le gouvernement et se présenter comme le parti le plus « national » (ligne qui porte le sceau de Moscou et qui a pour but de maintenir au pouvoir le groupe qui suit une orientation « neutraliste » en politique étrangère) ; d'autre part, défendre les intérêts des masses de façon plus ou moins conséquente. Actuellement on assiste à un déplacement du centre de gravité dans la politique stalinienne vers ce second aspect. Il est certain que la direction du P.C. agit sous une pression formidable de la lutte de classe ouvrière et de la lutte des paysans pour la terre. Cette pression a amené le secrétaire général du P.K.I. à déclarer le 21 mars dernier à Djakarta :

« Le pays est un coffre-fort dont le contenu est la propriété des impérialistes étrangers. Pour améliorer la situation, l'Indonésie doit devenir une démocratie populaire. Les propriétés étrangères, en particulier celles de l'impérialisme néerlandais, comme les plantations et les mines, doivent être expropriées. Les terres des grands propriétaires fonciers doivent être partagées. »

Mais Aidit termina le même discours par les paroles suivantes :

« Le parti continuera à appuyer le gouvernement Ali Sastroamidjojo parce que celui-ci réagit fortement contre les

bandes du Darul Islam et de Daud Beureuh, et d'autres éléments étrangers et anti-républicains. Le P.K.I. défendra le drapeau rouge-blanc (drapeau national indonésien) jusqu'à la fin des jours. »

Ce serait faire preuve de légèreté que de juger la politique du P.C. sur la base d'un seul discours. Il faut suivre la politique stalinienne pratique, ce qu'elle entend sous la pression des masses pour stimuler la lutte dans les entreprises et la lutte pour la révolution agraire. Nous reviendrons plus loin sur ces sujets. Mais nous devons constater que les stalinien se voient obligés de se prononcer pour la première fois pour un gouvernement (« de démocratie populaire ») qui doit en pratique exécuter les tâches de la révolution sociale, à savoir l'expropriation des capitalistes étrangers et le partage des terres. Voilà une différence importante avec le point de vue stalinien d'il y a un an, lorsque la S.O. B.S.I. élimina toutes les allusions au « socialisme » et à la « révolution sociale » de son programme.

Ce changement dans la politique stalinienne n'a pas échappé aux masses. De larges couches laborieuses ont à nouveau placé leur confiance dans le P.K.I. comme étant à leurs yeux le parti de la révolution sociale. Dans la mesure où le *Partai Murba* a conservé une base de masse, il la perd de plus en plus. La puissance d'attraction des organisations stalinien s'accroît dans la mesure où le *Murba* s'isole davantage en s'accrochant à la conception du « front populaire » de 1946.

LA REVOLUTION AGRAIRE

Au moment même où Ali Sastroamidjojo prononça sa déclaration ministérielle au Parlement, en septembre 1953, il y eut une détonation à Bindjei (sur l'île de Sumatra) qui plaça le nouveau gouvernement en face du même problème qui avait renversé le cabinet Wilopo : la question des terres.

La détonation eut lieu à l'occasion d'une manifestation devant le bureau du préfet de Langkat (Sumatra oriental). Le jour précédent, il y avait déjà eu une manifestation au sujet de l'expulsion des « occupants illégaux » de la plantation de tabac Tandjong Djatti. Le préfet avait alors reçu une délégation des manifestant et promis une réponse dans les dix jours. Mais les manifestants n'étaient pas satisfaits de cette réponse, revinrent 24 heures plus tard avec 400 hommes. Ils exigèrent de parler au préfet, qui était à ce moment-là en conférence. La police communiqua qu'on permettrait à un représentant des manifestants d'entrer dans les bureaux. Personne ne se présenta. Les manifestants réclamèrent alors que le préfet sorte. Celui-ci refusa. Alors la masse s'approcha des bureaux commença à enfoncer les portes et quelqu'un commença à grimper vers les fenêtres du bâtiment.

La police tira et tua un manifestant, un certain Kartosenoto.

Cet incident est typique de la situation à Sumatra. Le jour même de cet incident, on apprit à Djakarta que 28.000 familles paysannes avaient occupé des plantations à Sumatra orientale, dont 26.000 avaient été expulsées de force. Les organisations paysannes mènent une lutte très énergique contre le gouverneur de la province, surtout parce que celui-ci avait accordé 125.000 ha. des meilleures terres aux plantations des étrangers, alors qu'il ne reste que 130.000 ha. pour la population.

Au cours des semaines passées, la lutte pour la terre a atteint un nouveau point culminant. Dans le centre de Java, les paysans ont occupé une grande surface forestière propriété gouvernementale. A l'est de Java (Kediri), des terres appartenant au trust néerlandais H.V.A. ont été occupées. Dans le Malang méridional, les paysans ont également occupé une grande partie des terres d'entreprises étrangères. Dans l'est de Sumatra, les paysans qui ont occupé des milliers d'hectares des entreprises étrangères et y ont brûlé le tabac, ont reçu un ultimatum de quitter les terres occu-